

---

BEIJING – Réunion du GAC avec les organismes d'application de la loi RAA  
Dimanche, Avril 07, 2013 – 17:00 à 18:00  
ICANN – Beijing, People's Republic of China

CHAIR DRYDEN:

C'est la réunion du GAC avec les organismes d'application de la loi RAA à partir de 5:00 de l'après-midi du dimanche. Je vous prie de bien vouloir prendre pour leur ce que nous sommes prêts à redémarrer.

Donc reprenons notre travail s'il vous plaît, notre prochaine séance concerne les révisions à l'accord d'accréditation des bureaux d'enregistrement ici au sein de ICANN pour les candidatures dans l'espace des noms de domaine de premier niveau générique, vous devez peut-être vous venir qu'il y a eu un ensemble de révisions récentes publiées pour l'accord, je crois que nous avons tous eu des difficultés pour pouvoir faire un suivi des différentes révisions. Ainsi que d'autres informations publiées sur le programme du nouveau GTLD.

La bonne nouvelle c'est que les organismes de l'application de la loi ont suivi très attentivement les négociations qui ont donné lieu à ces révisions qui ont été publiées et ils sont venus présenter aux GAC aujourd'hui une information sur ce que ils ont pu savoir et partager leurs opinions avec nous comptons que collègue appartenant à divers gouvernements.

Je vais donc céder la parole à Troels Oerting qui fait parti de EUROPOL, il vous présentera le cas et je crois comprendre qu'il y a plusieurs

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

membres des organismes d'application de la loi y compris Bobby Flaim de FBI qui est à ma droite et qui pourra contribuer à notre discussion, assurément les gains et les membres du GAC ont des commentaires et des questions qui voudront leur poser. Je cède la parole à Troels Oerting.

TROELS OERTING:

Merci de cette bienvenue chaleureuse et merci à tout le GAC d'avoir invité les organismes d'application de la loi, j'ai été désigné comme chef du centre européen des délits informatiques, c'est un domaine couvrant les 27 pays de l'union européenne et 500 millions de deux personnes et 2,9 agents de l'application de la loi, nous avons coopéré avec les États-Unis et l'Australie et le Canada et le G8 pour pouvoir analyser les différents événements DANS LE NOUVEAU GTLD POUR VOIR QUELLES POURRAIENT ÊTRE LES CONSÉQUENCES DE CELA, lorsque l'on nous serons en ligne les délinquants ne feront aussi. Donc ce que nous voulions ses devoirs qu'elle était l'ordre de grandeur, quelle est la flexibilité dans l'organisation du crime et de la grande criminalité et comment ils font pour commettre des délits dans l'Internet et je ne parle pas que de l'abus sexuel mais aussi des délinquants qui volent de l'argent et de l'information et qui commettent toutes sortes des délits.

La manière typique des accès aux contrôles policiers ne pourra plus être valable lorsque nous devons tous xxx le délit sur Internet de nouvelles manières de combattre, c'est cyber délits, il y a de nouveaux contrôles et de nouvelles frontières et des évidences et des preuves techniques pour la première fois, dans la police sera obligé de travailler autrement

---

et elle ne pourra pas arrêter les délits parce que cela va au-delà des frontières de nos pays, les délinquants ne peuvent pas être aussi facilement retrouvés, ils peuvent parvenir à opérer sur plusieurs pays en même temps dans une zone très forte capacité d'exercer les crimes, et nous devons faire que le délit sur Internet ne soit pas une affaire restrictive pour les délinquants, nous allons voir un accroissement de plus en plus fort du délit en Afrique et en Amérique du Sud est aussi en Asie, et toutes ces raisons vont nous apporter de façon statistique ou beaucoup plus de délits et nous pourrions par fermer les frontières comme cela se faisait auparavant, les délinquants n'ont plus besoin de voyager et ils peuvent commettre leurs crimes et leurs délits là où ils sont, je veux donc vous présenter les antécédents des nouvelles recommandations par rapport au RAA.

ET donc tout a commencé en 2009, c'est pas qu'il va montrer les diapositives mais je veux vous rappeler ce qui s'est passé, en 2013 ne sont presque sur la fin de la route, trois ans de travail très intenses avec vous et nous en sommes reconnaissants et je crois que nous pouvons vous présenter quelques conclusions de la communauté des organismes d'application de la loi et vous pouvez garantir les droits fondamentaux des citoyens, pour qu'il puisse servir d'Internet sans être victimes des criminels.

Vous pouvez nous aider à introduire quelques-unes de ses recommandations, ces recommandations ont pour but de l'être dans la prévention et dans l'attribution. C'est un processus de demande d'antécédents des bureaux d'enregistrement était registrant, la

---

transparence et la responsabilité par la clarté et par l'utilisation du WHOIS.

Vous pouvez voir les amener à sont les plus importants pour les nouveaux accords veulent les points de contact et quant à la fraude, la spécification de la xxx des donnés et la spécification sur des enregistrements de proxy et de prix va citer l'accréditation sur les spécifications de l'information était registrant.

Malheureusement, ce n'est pas complet dans l'accord comme nous voudrions le voir. Nous voudrions aussi inclure d'autres améliorations que nous avons identifiées, la première est liée à la validation et la vérification, nous pensons tout simplement que nous avons besoin d'un travail plus poussé dans ce domaine, nous avons créé une lettre que nous adressons aux GAC et au conseil d'administration de ICANN O.L. des termes très particuliers de gestion de l'identité très spécifiquement ce que nous cherchons dans ce domaine, nous avons besoin de quelque chose de plus qu'une vérification téléphonique ou par le courriel, nous voulons quelque chose de plus et il faut que nous puissions identifier les délinquants et les auteurs des délits, il ne suffit pas de faire ses vérifications par téléphone ou par courriel et nous voulons encore vérification affirmative parce que on vérifie et ensuite on oublie, il faut qu'il y ait un processus donne d'une nouvelle vérification pour nous assurer que l'on continue à respecter les nous avons établi.

Il y a une autre diapositive qui indique que nous avons besoin d'une rédaction très détail, nous ne voulons pas de rédaction à des imprécations différentes et ne voulant qu'elle soit claire et directe pour

---

indiquer ce que nous voulons vraiment dire, une rédaction qui établisse les conditions du contrat que les bureaux d'enregistrement vont signer avec ICANN, il faut que le langage ne soit pas ambigu, et il faut qu'il y ait une conformité contractuelle réelle qui apparaît à la section 3.7.7/8 du RAA.

Si je peux être très ouvert a votre égard, très sincère je dois vous demander d'examiner certains points à savoir le nouvel RAA, doit être signé avant le lancement des nouveaux gTLD, avant qu'ils commencent a être opérationnel, il est très important que nous ayons des mécanismes de gouvernance établi a l'avance pas après, si cela ne peut pas se faire a l'avance se doit se faire en même temps, si donc la recommandation que nous incitons a examiner et a présenter au conseil d'administration, nous voulons ensuite que vous donniez votre soutien a la demande des registres de l'ICANN, qui demande des bureaux d'enregistrements de signer un nouvel RAA, afin de pouvoir s'en servir, c'est un amendement qui nous permet de ne pas avoir réinventer des choses.

Enfin que vous souteniez les quatre amendements, ou les quatre améliorations des vérifications que nous avons stipulées dans la lettre, et qui apparaissait xxx la positive présidente ce n'est un travail énorme bien sur c'est un peu plus d'effort bien sur, mais nous ne pouvons pas céder le droit de faire quelque chose sans avoir rétabli auparavant le mécanisme nécessaires, pour pouvoir savoir qui est responsable de chaque étape, nous avons besoin d'un processus de vérification pour pouvoir déterminer clairement qui est le responsable de chaque étape,

---

si vous nous soutenez en ce sens la, nous pourrons aussi respecter et tenir le rôle qui nous ai dévolu.

C'est un xxx très dynamique qui nous oblige à travailler constamment les organisâmes d'application de la loi partout dans le monde en Russie, en Chine aux Etats-Unis, dans l'union Européenne et en Afrique, il doivent faire leur travail, et ils peuvent avoir les outils nécessaires pour prévenir les délits, et pour que l'on puisse tirer profit des aspects positive d'internet, nous sommes de plus en plus mobile, nous avons besoin d'avoir de plus en plus de protection, une protection plus grande contre ces organisations criminelles qui tirent profit des avantages d'internet, l'union Européenne perd 106 billion de dollars chaque année, donc le pourcentage peut attribué au cyber délit, et ceci ce n'est qu'un moyen d'ordinateur, lorsque nous parlons de 1,6 millions d'Euro perdu, nous parlons de cyber délit, en utilisant les paiements en lignes ou les cartes de crédit cela ce passe dans l'union Européenne, nous devons être préparer pour faire face a ce type de problème, parce que autrement nous pouvons en finir avec ou quelqu'un aura besoin d'avantage initiative dont seulement nous serons capable de nous occuper, donc nous vous remercions de votre attention, et nous sommes a votre disposition pour répondre a vos questions.

Il y a quelqu'un qui a une grande connaissance technique qui connait tous les détails en profondeur, donc si vous en avez xxx, nous nous somme préparé pour répondre a ce type d'inquiétude, nous avons d'autre collègues derrière nous, donc nous sommes en mesure de répondre a vos préoccupations, nous espérons que cette présentation a

---

été clair facile a comprendre, et que ce sera agit proche d'une manière réaliste, organisme de l'application de la loi, la seule chose que nous demandons c'est une petite adaptation de ce que a été accordé autant qu'un accord.

Je vous demande de nous aider a présenter ça au bureau de conseil d'administration pour mieux faire notre travail.

CHAIR DRYDEN: Merci, le Lebanon maintenant.

LEABNON: Cette question est adressé a Heather, qu'il a une copie de nos lettres.

CHAIR DRYDEN: Non, pas a ce point, mais ils vont être diffusé, nous allons les recevoir.

LEABNON: Ce sera difficile prendre une décision a propos de quelque chose, si nous n'avons rien vu, et il reste que quatre jours pour vérifier cela avec les organisations que nous appartenons, c'est pour cela je demande quel sont les dates butoirs.

CHAIR DRYDEN: Merci, je crois que cela fait parti du contexte a plus long terme, ou il ya encore des questions qui font l'objet de débat, depuis un certain temps j'espère celui qui est déjà arrivé va nous aider que nous pourrons

---

concevoir une période spécifique pour les organismes d'application de la loi après avoir reçu les lettres.

LEABNON: J'ai mal compris ce que nous a demandé, ils ont nous demandé de considérer ceci avant d'offrir les nouveaux gTLDs, ou bien de les lier à cela, et à sens la les nouveaux gTLDs vont être accordés suivants les résultats de ces réunions, c'est pour cela je pose ma question.

CHAIR DRYDEN: Je crois que c'est une question de délai, vous avez raison. Nous avons Uganda et après c'est l'Italie.

UGANDA: Merci madame la présidente, merci aux orateurs qui ont fait la présentation, lors de votre introduction vous avez dit que la modalité de commission du délit, à l'heure actuelle dépasse la frontière, en Uganda nous avons quelques lois, et on a fait passer par le tribunal plusieurs affaires sur ces lois, et les personnes ayant commis ces délits, ce sont des personnes en provenance des pays Européenne, ce n'est pas des citoyens de l'Uganda, les personnes qui ont commis ces délits, qui ce sont des cybers délits, nous bien sûr nous sommes membres de l'Interpol, est ce que vous avez des accords pour créer des compétences dans d'autres pays ou les ressortissants de ce pays qui commettent des cybers délits, ne sont pas des ressortissants des pays où il ya le mécanisme pour résoudre cela.



---

CHAIR DRYDEN: le prochain orateur c'est l'Italie.

ITALIE: Merci ma présidente, ma question est liée au rapport de revendeur et les bureaux d'enregistrements, vous avez utilisé une expression en sens que ce ne sera pas réglementé de façon un peu trop vague, vous proposez donc ou est ce que cela existe dans ce débat avec l'ICANN, est qu'il ya une idée un peu précise dont la manière on peut résoudre ce problème parce que nous savons que les revendeurs sont très nombreux, et que ceci est bien sur une possibilité de ne pas trop respecté les accords registrant.

CHAIR DRYDEN: Merci, je pense que cette question de revendeur et très importante, est ce que vous voudriez répondre a cette question, l'orateur ne s'identifie pas Bobby prend la parole.

BOBBY FLAIM: Nous voudrions y répondre, il s'agit dans la chaine de sureté, il y a une question avant dans le sens qui visé à savoir, si les revendeurs étaient des xxx, et qui vendaient des noms de domaines et qui n'étaient pas inclus dans le RAA, maintenant ces revendeurs sont pris en compte du RAA, mais il y a des problèmes au niveau de la rédaction par rapport a cette question, et nous voudrions que justement que la question soit plus clair que celui qui dira le contrat que cela inclus aussi le revendeur.



---

CHAIR DRYDEN: Merci l'Australie, la parole est a la commission Européenne.

EUROPEAN COMMISSION: Merci présidente, merci XXX pour cette présentation qui nous a été très utile, un point d'information je pense qu'il est très important de rappeler que les bureaux d'enregistrements Européenne, on suivi des vérifications très difficile, donc cela est en place en ce qui nous concerne, nous croyons aussi qu'il est très important qu'il y a des certitudes au niveau juridique, il nous faudra réfléchir au demain que nous allons faire, bien sur il y a des négociations en cours, et nous allons donc explorer ces demandes que vous nous avez adressé.

CHAIR DRYDEN: Merci, la parole est au Libanon.

LEABNON: Merci l'Australie pour cette explication, pour les pays comme le Liban, nous voulons accéder a ce type de donnés, une fois que tout cela sera mise en place, comment allons nous pouvoir accélérer a ces informations, si les autorités d'application de la loi de Liban, comment peut obtenir ce type de donné, c'est cela est nécessaire pour des actions d'application de la loi, si les bureaux d'enregistrements veulent donner des informations et que nous voulons, essayer de faire un suivi de ces informations sont a la dispositions des organismes d'application de la loi d'autres pays comme le Liban.

---

**BOBBY FLAIM:** Je vais vous répondre, et vous dire ce que nous faisons, aux Etats unis, s'il s'agit des informations privés, par exemple dont nous avons besoin des informations sur des carte de crédit..etc, et le WHOIS c'est une base de donnée avec des données disponibles pour tout le monde, ce sont des informations que nous autant que organismes d'application de la loi, ces informations qu'ils me faut, donc tout d'abord il nous faut un ordre de juge, et puis en deuxième lieu on peut accéder aux informations publics.

**LEABNON:** Cela peut s'appliquer aux entités qui se trouvent en dehors de la juridiction.

**BOBBY FLAIM:** Oui, ça dépend des lois, et des processus des pays, par exemple si vous avez un bureau d'enregistrement au Liban qui possède ces informations, cela va dépendre des lois du Liban, pour voir comment les organismes nationales, pour rendre se voir ces applications.

**LEABNON:** Il ya quelqu'un qui a commit un délit, et je fais le suivi depuis le Liban.

**BOBBY FLAIM:** Cela est difficile parce que ça dépend des juridictions des différents pays, beaucoup de pays qui ont signé des traités d'assistance mutuelle, xxx les demandes de justice peuvent se communiqué entre eux, par

---

exemple si le crime a été commis au Liban c'est le département du Liban qui va juger ce délit, ou bien que ce soit ça dépend des accords, c'est un processus très long, malheureusement pour être honnête et le WHOIS se devient public, c'est comme ça il ne faudra pas chercher des preuves juridiques, il y aura très rapidement des preuves numériques, c'est pour cela qu'il faut vérifier que ces informations soient correctes, et pour que les recherches ne prennent pas des retards.

CHAIR DRYDEN: Merci l'Australie a la parole.

AUSTRALIA: J'ai une question je l'ai déjà posé dans d'autres réunions si ne je sais pas si il y a une réponse du conseil d'administration, c'est pour ça que je me demande si vous pourriez me dire quel serait la deuxième partie pour la recommandation d'organisme d'application de la loi, la partie concernant diligence due.

BOBBY FLAIM: la partie de cette recommandation concerne l'ICANN, c'est-à-dire l'ICANN ferait la diligence due auprès des bureaux d'enregistrement accréditer pour s'assurer qu'il soit incorporé etc. une autre recommandation dans la partie deux concerne le fait un rapport d'audite sur les bureaux d'enregistrements sur les registres etc. l'ICANN a mis en place une diligence due sur l'accréditation des bureaux d'enregistrements, a eu lieu en Juillet 2011 ils ont mis en place un

---

système en vertu lequel une diligence due auprès des bureaux d'enregistrements, en vérifiant les registres financiers, les registres des bureaux d'enregistrements...etc. Je sais que Peter d'Australie a demandé à savoir quel sont les points des décider et nous n'avons pas reçu de réponses, en ce qui concerne la diligence due, nous savons que a eu un programme qui a été couronné du succès, nous connaissons les résultats nous savons que cela a été fait en terme de diligence due.

CHAIR DRYDEN: La parole est au Singapore, et après aux États-Unis.

SINGAPORE: Merci président, merci à l'équipe pour ce travail qui a été accompli, nous soutenons vos efforts, j'ai une question à vous posez, le RAA concerne les bureaux d'enregistrements, si les bureaux d'enregistrements ne peuvent pas des actions rapide mettre en place des actions rapides, nous savons que cela na aucun sens que les bureaux d'enregistrements fassent quelque choses, c'est-à-dire é nous voulons savoir sil y aura des dispositions au niveau de RAA, que en cas un bureau d'enregistrement considère qu'il faut suspendre un registre, et qu'il faut prendre des actions rapide que le bureau d'enregistrement va se voir l'impossibilité de faire dans certain cas.

CHAIR DRYDEN: Voulez-vous répondre?

BOBBY FLAIM:

Je vais essayer de répondre, je pense que le bureau d'enregistrement, la rédaction est un peu compliqué ce que nous essayons de faire c'est de chercher à préciser les choses dans les diapositifs que nous avons montré, il y a des spécifications en ce qui concerne les délits et la façon d'agir, pour ne pas arriver à un point, ou on ne sait plus ce que veut dire opportunément, parce que parfois le texte dit raisonnable et on ne sait pas très bien ce que cela veut dire, ce n'est pas très précis, donc si les bureaux d'enregistrement veulent agir ils peuvent le faire parce que cela figure dans les accords qu'ils ont avec les registrants, mais avec ce RAA l'une des conditions, des exigences, c'est de fixer certains délits, par exemple c'est WHOIS n'est pas correcte ils auront un certain délai pour corriger ces informations, hors du point de vue technique d'après ce que je comprends, si je peux me tromper c'est que s'il veut suspendre ou annuler un nom de domaine rapidement, ils peuvent le faire il y aurait une freinte au condition du contrat, et ils ont légalement le droit de le faire, est ce que j'ai bien répondu à votre question monsieur?

SINGAPORE:

Pardon ma question est la suivante l'opérateur de registre a le pouvoir de suspendre un nom de domaine, si des actions ne sont pas mis en place immédiatement.

BOBBY FLAIM:

Oui, ils le font très souvent.

---

CHAIR DRYDEN: les États-Unis, et après le Royaume-Uni.

ETATS-UNIS: Merci, de nous avoir donné votre point de vue, pour notre collègue du Liban, vous ne devez pas attendre, si vous voulez voir une version du texte dont parlé Troels, j'ai fait circuler une position du gouvernement des Etats-Unis sur le RAA le 21 Mars, donc vous pouvez trouver le texte la, je suis très surpris si notre position est différente du celle d'organisme d'application de la loi, si le GACA a le temps au cours de la semaine, nous savons que ce sera difficile, peut être que nous pourrons envisager la visage de la façon remonté de la au conseil d'administration, ou comment mentionné un conseil comment faire a ces humble avec un commentaire qui puisse dire que les documents doivent être modifié, et que cela devrait se passer avant le lancement des délégation des nouveaux gtLDs, parce que je pense que le GAC doit envisager une bonne rédaction du communiqué pour pouvoir renforcer l'importance que nous accordons a ces objectifs, en ce moment c'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord par rapport a la proposition a la fin de cette réunion, nous pouvons chercher une meilleure rédaction, pour notre communiqué.

CHAIR DRYDEN: Merci les États-Unis je pense que l'avis du GAC et déjà prêt, par rapport a cette question, nous avons une communication avec le conseil d'administration Mardi, donc on pourrait peut être se préparer pour parler de cette question avec le conseil d'administration on pourrait se



---

mettre d'accord pour voir comment on aborderait cette question avec le conseil d'administration.

Royaume-Uni:

Merci présidente, merci Bobby pour cette mise à jour, je voulais reprendre la question de l'UGANDA, par rapport au renforcement des capacités, et aborder le problème qu'on rencontre aujourd'hui un grand nombre de pays, et des ressortissants de certains pays commettent des délits dans un autre pays, peut-être qu'il s'agit, ce n'est pas une critique je veux dire, il y a des projets de développement de création de capacité de compétence, donc vous êtes probablement au courant, le Royaume-Uni fait des contributions directes à ce type de création de compétences, nous finançons des travailleurs très activement dans l'initiative du cyber crime du Commonwealth, ou l'ICANN est partenaire avec les bureaux des Nations Unies pour la drogue et le délit, ainsi que avec le conseil de l'Europe lui était, et beaucoup d'autres organismes, il s'agit d'une initiative qui est en cours, dont nous allons entendre parler lors d'une séance qui va aborder les activités du Commonwealth, nous vous invitons si vous êtes très intéressé à participer ce sera mardi à midi-trente dans cette même salle.

Il y a donc plusieurs initiatives en cours du point de vue de la création, pour faire face au délit informatique, et l'ICANN participe dans ce genre d'initiative, et je dois souligner une importante question qui a été posée par l'UGANDA, merci.

---

CHAIR DRYDEN: Merci Royaume-Uni, je n'arrive pas à voir qui lève la main au bout de la table, c'est le Chili d'accord.

CHILI: Merci présidente, bonjour, le Chili accorde une grande importance dans ce domaine, et nous soutenons aussi le travail des Etats-Unis, dans le sens où il faut incorporer une rédaction précise dans le communiqué afin qu'on puisse mettre en place un suivi plus interactif de cette question, j'ai deux questions, tout d'abord anticipons toutes les difficultés qui pourraient se poser dans ce domaine, ou bien on est en train d'avoir une attitude réactive par rapport à la façon dont on réagit, d'une façon individuelle ou d'une façon collective, deuxième question, qu'est-ce qu'il faudrait pour avoir une action plus ferme quel sont les obstacles auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, qui nous empêchent d'être plus actifs dans un domaine qui nous intéresse à tous à une interaction au niveau mondial, au niveau du commerce là où il y a une mobilisation de personnes, j'étais en train de lire, je sais que l'avenir des guerres se trouve dans les médias, comment pouvons-nous soutenir d'une façon plus ferme, les défis que nous avons relevés, merci.

CHAIR DRYDEN: Merci pour cette question le Chili.

TROELS ORTING: Merci Chili, je pense que notre action ne se focalise tellement sur les actions de guerres mais plutôt sur les délits ordinaires, dans tout les

pays, parce que n'importe quel pays, tous les pays sont victimes de délit, il est vrai qu'il est important de réagir dans la façon correcte, il est important d'avoir toujours une mise à jour, et comment vous pouvez une mise à jour dans votre pays, en Union Européenne, il ya une plus grande participation avec les membres du GAC, avec les membres de l'Union Européenne pour vous inviter, et pour vous voyez aussi personnellement quel sont les GAC auxquels nous sommes confronté, vous n'analysez pas uniquement sur le journal, les choses changent très vite et il nous faut essayer de prévoir ce qui va se passer, dans 2 ans ou 3ans, et voir quel sont les mesures qui peuvent être présent du coté de l'industrie, de coté de l'université, voici nous sommes prêt pour approuver les lois meilleurs, pour une meilleure éducation, une meilleure création de capacité, ce sont des aspects importants, mais en dehors de 'l'union Européenne, il faut qu'on travaille la dessus d'une façon collective, on ne peut pas laisser tout ça dans les mains d'un seul pays, en ce qui concerne ce qui était dit par l'Uganda, et le Royaume-Uni, l'union Européenne doit crée une liste des pays ou nous pourrions travailler d'une façon prioritaire, car face une puéril d'argent, il faut prioriser notre travail, accorder des priorités a notre travail pour ne pas avoir a faire des efforts ou un double emploi dans un même pays, les efforts doivent être cordonnés, et cela on peut le faire autan une union Européenne, maison ne parle pas de délit au niveau régionale, il faut parler de délit au niveau mondial, je peux vous assurer qu'il ya de la place pour tout le monde ici, parce que les délits sont tellement nombreux et ils sont suffisant pour tous, il faut développer un travail collectif, développer les capacités dont nous avons besoin de pouvoir

---

créer des outils, ou utiliser cet outil qui est internet pour créer un environnement sur pour tout le monde.

CHAIR DRYDEN:

Je ne sais pas s'il ya d'autre élément de prise de parole, mais il me semble ce n'est pas le bon moment pour conclure la séance, comme je l'ai dit tout a l'heure au membre du GAC et de tenir compte de la possibilité de renforcer la vie que nous avons déjà fourni en ce sens la, les commentaires fais par les États-Unis a la liste du GAC, nous pouvons peut être les rediffuser cela va nous permettre ce sujet comme une partie de la série des thèmes que nous avons discuté aujourd'hui nous remercions Bobby, et Troels, et a tous les organismes d'applications de la loi, dans la mise a jour qui concerne le RAA, qui est encore en cours, c'est-à-dire sur le procès de RAA qui est toujours en cours, nous allons donc conclure notre travail d'aujourd'hui, nous allons nous retrouver Mardi matin, rappelez vous que mardi matin nous sommes invité a dîner, concernant d'autre regroupement vous êtes tous invité au petit déjeuner, je vous souhaite un bon repos, et je vous souhaite un bon travail pour la vie du GAC, vous n'êtes pas tout a fait libre, bonne soirée a tous, merci.

(Fin de la transcription)